



INSTITUTION SAINT JOSEPH

**207 rue Félix Faure
76072 LE HAVRE Cedex**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS ET RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024

INSTITUTION SAINT JOSEPH

**207 rue Félix Faure
76072 LE HAVRE Cedex**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS ET RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024

INSTITUTION SAINT JOSEPH

207 rue Félix Faure
76072 LE HAVRE Cedex

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association « Institution Saint Joseph » relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 20 novembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

1. Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2. Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'annexe sur les règles et méthodes comptables expose les principes retenus pour la présentation des comptes. Dans le cadre de mon appréciation de ces règles et principes comptables suivis par votre association, j'ai vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et je me suis assuré de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

1. Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

2. Informations relatives au gouvernement d'entreprise

J'atteste de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurances, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet systématiquement de détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Choisy le Roi, le 21 novembre 2024

Le Commissaire aux Comptes

Jean Michel HELENNE



BILAN AU 31 AOUT 2024

ACTIF	EXERCICE 2023 / 2024			EXERCICE 2022/23
	BRUT	AMORTIS. & PROVISIONS	NET	NET
I ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais de constitution	274 968,01	187 840,19	87 127,82	86 381,85
Concessions, brevets, licences	47 257,71	41 124,36	6 133,35	13 006,01
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrain aménagements	67 224,49	12 917,89	54 306,60	27 652,17
Constructions	1 811 115,03	243 980,86	1 567 134,17	1 648 369,35
Matériel de cuisine et de restauration	97 037,71	43 301,42	53 736,29	68 098,17
Matériel de lingerie	5 200,81	4 778,41	422,40	675,84
Mobilier scolaire (taux 6,67%)	104 654,50	81 000,07	23 654,43	26 648,78
Equipements sportifs	109 009,99	39 098,39	69 911,60	79 387,59
Matériel scolaire	105 983,46	58 643,12	47 340,34	30 665,32
Equipt de labo et d'enseignant sp taux 20%	883 043,43	880 377,57	2 665,86	4 049,98
Equipt de labo et d'enseignant sp taux 10%	77 231,23	75 672,72	1 558,51	6 951,81
Mobilier et matériel d'infirmier	2 834,40	803,08	2 031,32	2 314,76
Matériel de culte	11 907,30	7 346,37	4 560,93	0,00
Outillage	12 169,90	10 890,68	1 279,22	1 759,03
Inst.gales,agenct,aménagements des locaux	5 117 016,80	2 272 553,50	2 844 463,30	2 597 201,88
Inst.général,agencement self/gymnase	1 074 576,24	204 998,27	869 577,97	936 818,50
Matériel de transport	27 673,19	27 673,19	0,00	0,00
Matériel de bureau et informatique	297 577,62	270 608,83	26 968,79	6 761,71
mobilier de bureau	126 317,97	82 783,84	43 534,13	49 736,92
<i>Immobilisations en cours</i>	0,00	0,00	0,00	173 346,71
<i>Immobilisations financières</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêt à l'Ass. Le Havre Yvetot Valliquerville			0,00	0,00
Prêt à l'Ass. Protection des Sites	616 481,47		616 481,47	745 697,88
Autres immo. financières : dépôt et caution	0,00		0,00	1 500,00
TOTAL I.....	10 869 281,26	4 546 392,76	6 322 888,50	6 507 024,26
II ACTIF CIRCULANT				
<i>Stock</i>				
Approvisionnements	383 521,33		383 521,33	352 666,55
Fournisseurs	0,00		0,00	0,00
Fournisseurs: ristournes et avoirs n. parv.	0,00		0,00	0,00
<i>Créances</i>				
Familles	0,00		0,00	0,00
Familles : créances douteuses	22 190,34	15 813,94	6 376,40	4 993,75
Frs avoirs non reçus	1 142,58		1 142,58	11,88
Avances au Personnel	5 179,41		5 179,41	11 088,41
Avances permanentes pour frais	0,00		0,00	0,00
Org.sociaux pdts à recevoir	1 250,25		1 250,25	212,79
Subv.de Fonctionnement à recevoir	106 804,56		106 804,56	82 049,75
Asst Protection des Sites	0,00		0,00	0,00
Asst Rue de Normandie	0,00		0,00	0,00
Débit.crédit.divers	5 136,77		5 136,77	8 914,22
<i>Disponibilités</i>				
HSBC compte courant	236 440,50		236 440,50	271 885,04
Société Générale compte courant	107 026,51		107 026,51	0,00
Société Générale livret	278 365,60		278 365,60	0,00
HSBC livret	200 000,00		200 000,00	1 119 092,64
Caisse d'Epargne compte courant	64 423,61		64 423,61	177 149,58
Caisse d'Epargne livrets	820 297,51		820 297,51	455 016,17
Intérêts courus à recevoir sur Ets financiers	11 246,02		11 246,02	3 343,06
Caisse	4 842,99		4 842,99	297,01
Caisse en devises	2 481,10		2 481,10	3 319,12
III COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	96 604,30		96 604,30	97 487,58
TOTAL II + III.....	2 346 953,38	15 813,94	2 331 139,44	2 587 527,55
TOTAL GENERAL	13 216 234,64	4 562 206,70	8 654 027,94	9 094 551,81

BILAN AU 31 AOUT 2024

PASSIF	AVANT REPORTS		APRES REPORTS	
	EXERCICE 2023 / 2024	EXERCICE 2022/2023	EXERCICE 2023 / 2024	EXERCICE 2022/2023
I CAPITAUX PROPRES				
Fonds de dotation	648 052,48	648 052,48	648 052,48	648 052,48
Report à nouveau	5 950 793,51	6 205 527,38	5 584 250,21	5 950 793,51
Résultats de l'exercice	-366 543,30	-254 733,87		
SITUATION NETTE	6 232 302,69	6 598 845,99	6 232 302,69	6 598 845,99
SUBVENTIONS D'EQUIP. SCOLAIRES AMORTISSABLES.....			1 259 403,09	1 191 417,24
Taxe d'apprentissage affectée		391 414,90		
Quôte part de la taxe d'apprentissage affectée		-383 354,63		
Subvention de la Région		423 089,80		
Quôte part de la subv. de la Région affectée		-158 140,86		
Subvention du Département		1 945 898,55		
Quôte part de la subv. du Département affectée		-959 504,67		
Subvention l'informatique		18 529,48		
Quôte part de la subv. informatique affectée		-18 529,48		
TOTAL I			7 491 705,78	7 790 263,23
II PROVISIONS				
Provisions pour risques			0,00	0,00
Provisions pour congés payés			0,00	0,00
Provisions pour charges financières			182 172,00	194 285,00
Provisions pour frais de construction			0,00	0,00
TOTAL II			182 172,00	194 285,00
III DETTES				
<i>Dettes financières</i>			762,20	0,00
Emprunt, solde créditeur banque		0,00		
Intérêts courus		762,2		
<i>Avances et acomptes</i>				
Familles			448 908,53	385 904,08
<i>Dettes d'exploitation</i>				
Fournisseurs			96 456,30	110 081,86
Fournisseurs : factures non parvenues			55 391,35	69 970,89
<i>Dettes sociales et fisc.</i>				
Fonds de formation continue			4 505,59	4 119,05
Fonds de contribution à l'effort de construction			16 814,57	15 455,39
URSSAF			76 425,82	65 211,97
AGRR Prévoyance			2 897,78	2 586,26
La Garantie Obsèques			353,46	372,94
HUMANIS retraite			21 903,51	19 227,46
Mutuelle			571,04	199,54
Taxe sur les salaires			29 788,84	27 586,58
CSE			19 328,97	0,00
Organisme soc.charges à payer			31 109,73	23 265,68
Etat- Prélèvement à la source			8 076,31	7 188,70
Dettes provisionnées du personnel			42 553,40	68 343,85
<i>Autres dettes</i>				
Asso. des Parents d'élèves			5 208,19	10 568,11
Dépôt et caution. reçus			450,00	0,00
Asso. LH/Y/V			70 313,15	53 526,60
Asso. Rue de Normandie			10 285,27	7 724,23
Autres			10 048,00	7 685,00
Débiteurs et créditeurs divers ch.à payer			0,00	50 315,08
IV COMPTES DE REGULARISATION				
Produits perçus d'avance			27 998,15	180 670,31
Taxe d'apprentissage reçue à affecter			0,00	0,00
TOTAL III + IV			980 150,16	1 110 003,58
TOTAL GENERAL			8 654 027,94	9 094 551,81

C O M P T E D E R E S U L T A T

C H A R G E S	EXERCICE	2023 / 2024	EXERCICE 2022 / 2023
1 CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
MATIERES,FOURNITURES ET P. M. CONSOMMES.....		655 191,74	614 119,26
Produits d'alimentation	8 218,41		
Energie et fluides	13 492,93		
Fournitures et petit matériel	633 480,40		
CHARGES ET SERVICES EXTERIEURS.....		2 561 417,85	2 594 390,03
IMPOTS ET TAXES.....		532,00	278,00
COUT DU PERSONNEL.....		3 566 786,73	3 124 735,53
Appointements et indemnités	2 366 227,56		
Charges sociales	935 993,90		
Impôts,taxes et versements assimilés sur appointement	264 565,27		
TOTAL 1		6 783 928,32	6 333 522,82
2 AUTRES CHARGES FONCT., CHARGES FINANCIERES, AMORTISSEMENTS, PROVISIONS.....			
PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES.....		8 511,91	10 198,84
INTERETS BANCAIRES.....		179,22	224,78
DOTATIONS AUX AMORT. DES IMMOBILISATIONS.....		513 351,33	482 946,09
DOTATIONS AUX PROVISIONS.....		15 813,94	51 787,96
Provisions pour congés payés	0,00		
Provisions pour dépréciation des actifs circulants,	15 813,94		
Provisions pour indem. départ retraite	0,00		
TOTAL 2		537 856,40	545 157,67
3 CHARGES EXCEPTIONNELLES			
SUR OPERATIONS DE GESTION.....		17 126,99	1 353,04
Charges except. sur opération de gestion	17 126,99		
Dons exceptionnels	0,00		
Charges except. sur opération de gest. ex. antérieurs	0,00		
SUR OPERATIONS D'ELEMENT D'ACTIF.....		0,00	0,00
TOTAL 3		17 126,99	1 353,04
TOTAL DES CHARGES (1+2+3).....		7 338 911,71	6 880 033,53
EXCEDENT/ DEFICIT DE FONCTIONNEMENT.....		-366 543,30	-254 733,87
TOTAL GENERAL.....		6 972 368,41	6 625 299,66

C O M P T E D E R E S U L T A T

PRODUITS	EXERCICE	2023 / 2024	EXERCICE 2022 / 2023
1 PRODUITS DE FONCTIONNEMENT			
REDEVANCES FAMILLES.....		3 788 601,88	3 573 720,79
Contribution familiale	2 417 995,37		
Cours d'été	16 458,00		
Droits d'inscription	17 815,00		
Demi-Pension et repas occasionnels	952 432,27		
Redevance reprographie	52 009,82		
Redevance livres religieux	3 551,81		
Redevance frais d'affranchissement	43 470,90		
Redevance activités extra-scolaires	51 904,94		
Autres produits des activités annexes	946,00		
Redevance assurance	29 980,64		
Redevance matériel pédagogique	103 339,39		
Redevance produits dérivés	43 869,50		
Participation diocésaine	131 083,83		
Redevance sections linguistiques	77 608,35		
Redevance examens linguistiques	16 409,99		
Redevances brutes.....	3 958 875,81		
Réductions tarifaires	-104 572,90		
Réductions enfant du personnel	-65 701,03		
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT.....		3 106 248,35	2 913 338,04
Forfait de l'Etat de la Région et du Département	2 914 056,22		
Livres scolaires, voyages, informatique	38 849,52		
Anpe, Agefiph	8 978,32		
Taxe d'apprentissage affectée au fonctionnement	25 339,80		
Quote part affectée à l'amortissement :			
- des équipements scolaires	232,53		
- de l'informatique pédagogique	118 791,96		
AUTRES PRODUITS DE GESTION.....		26 306,54	101 169,75
Transfert de charges d'exploitation diverses	0,00		
Transfert charges repas du personnel	15 622,28		
Transfert de charges/salaires	10 559,49		
Prestations diverses	124,77		
REPRISES SUR PROVISIONS.....		31 440,96	19 557,25
Reprise sur provisions charges financières	12 113,00		
Provisions pour risque et charges	0,00		
Provisions pour dépréciation des créances	19 327,96		
TOTAL 1.....		6 952 597,73	6 607 785,83
2. PRODUITS FINANCIERS.....		13 807,79	4 311,00
Produits financiers, gain change	0,00		
Autres produits financiers	13 801,96		
Revenus des créances commerciales	5,83		
3. PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION		5 962,89	13 202,83
Produits except. sur opération de gestion	5 962,89		
Produits except. sur opération de gest. ex. antérieurs	0,00		
Produits des cessions d'éléments d'actif cédés	0,00		
TOTAL 2 + 3.....		5 962,89	13 202,83
TOTAL DES PRODUITS.....		6 972 368,41	6 625 299,66
TOTAL GENERAL.....		6 972 368,41	6 625 299,66

Annexe aux comptes annuels

Institution Saint Joseph

207 rue Félix Faure

B.P. 9039

76 072 Le Havre cedex

Exercice 2023/2024

Clos le 31 août 2024

Préambule :

La présente annexe est issue du modèle d'annexe préconisée par l'Ordre des Experts-Comptables et le Conseil National de la Vie Associative.

Notre association en tant qu'établissement scolaire n'est pas fiscalisée.

1. Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

Ces documents forment un tout et sont certifiés en tant que tels.

2. Méthodes Générales :***Convention de principe :**

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des principes de prudence conformément aux hypothèses de base.

- Continuité de l'exercice.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

*** Immobilisations :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'exploitation des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les immobilisations financières concernent les avances faites aux associations propriétaires immobiliers de nos murs.

***Amortissements des immobilisations :**

Il a été fait application des normes CRC 2002-10 et 2004-06. Il a été considéré qu'il y avait identité entre la durée d'usage et la durée économique.

Les principales durées d'amortissement sont :

- matériel de cuisine : 10 ans
- matériel d'enseignement : 10 à 15 ans
- équipement laboratoires : 5 ans
- agencement général : 20 ans
- matériel de bureau : 3 à 5 ans

***Créances :**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

***Provisions :**

Au 31 août 2024 nous avons constaté une provision d'indemnités de départ en retraite pour un montant de 182 172 € après reprise des sommes versées aux salarié nous ayant quittés. Cette provision est conforme en termes de méthode de calcul aux principes appliqués précédemment.

- 3. Tableau des immobilisations : état joint n° 4**
- 4. Tableau des amortissements : état joint n° 5**
- 5. Tableau des provisions : état joint n° 6**
- 6. Etat des créances et dettes : état joint n° 7**

4 - ETAT DES IMMOBILISATIONS

	Valeur brute des immob. au début d'exercice	Augmentations Réévaluat. en cours d'exercice	Augmentations Acquisit', créat' virent pst à pst
Frais d'établissement, recherche, développement	228 518		46 450
Autres immobilisations incorporelles	47 258		
Terrains	33 903		33 321
Constructions sur sol propre	498 427		
Constructions sur sol d'autrui			
Install. générales, agencements, constructions	1 312 688		
Install. techniques, matériel, outillages industriels	1 376 443		37 043
Autres install., agencements, aménagements	5 763 467		490 365
Matériel de transport	27 673		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	478 917		26 099
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	173 347		
Avances et acomptes			
TOTAL	9 664 865		586 828
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	747 198		
TOTAL	747 198		
TOTAL GENERAL	10 687 839		633 278

	Diminutions Par virement de pst à pst	Diminutions Par cession ou mise HS	Valeur brute des immob. à fin d'exercice	Réév. légale Val origine à fin d'exercice
Frais d'établissement, recherche, développement			274 968	
Autres immobilisations incorporelles			47 258	
Terrains			67 224	
Constructions sur sol propre			498 427	
Constructions sur sol d'autrui				
Install. générales, agencements, constructions			1 312 688	
Install. techniques, matériel, outillages industriels		28 490	1 384 996	
Autres install., agencements, aménagements		62 239	6 191 593	
Matériel de transport			27 673	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		57 043	447 973	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	173 347			
Avances et acomptes				
TOTAL	173 347	147 772	9 930 574	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		130 716	616 481	
TOTAL	173 347	130 716	616 481	
TOTAL GENERAL	173 347	278 488	10 869 281	

5 - ETAT DES AMORTISSEMENTS

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Elem. sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche	142 137	45 704		187 840
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	34 252	6 873		41 124
Terrains	6 251	6 667		12 918
Constructions sur sol propre	20 774	9 969		30 742
Constructions sur sol d'autrui				
Install. générales, agencements, constructions	141 972	71 267		213 238
Install. techniques, matériel et outill. industriels	1 157 651	54 515	28 491	1 183 675
Installations, agencements divers	2 229 447	300 675	52 570	2 477 552
Matériel de transport	27 673			27 673
Matériel de bureau, informatique, mobilier	420 659	17 683	66 713	371 630
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	4 004 427	460 775	147 773	4 317 428
TOTAL GENERAL	4 180 815	513 351	147 773	4 546 393

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la prov. pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exceptionnel	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche	45 704				
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	6 873				
Terrains	6 667				
Constructions sur sol propre	9 969				
Constructions sur sol d'autrui					
Install. gales, agencements, constructions	71 267				
Install. tech., matériel, outill. industriels	54 515				
Installations, agencements divers	300 675				
Matériel de transport					
Mat. de bureau, informatique, mobilier	17 683				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	460 775				
TOTAL GENERAL	513 351				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

6 - ETAT DES PROVISIONS

PROVISIONS	Début exercice	Augmentat. dotations	Diminutions reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse de prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges				
Pour garanties données client				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations				
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions	194 285	182 172	194 285	182 172
TOTAL Provisions	194 285	182 172	194 285	182 172
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	19 328	15 814	19 328	15 814
Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations	19 328	15 814	19 328	15 814
TOTAL GENERAL	213 613	197 986	213 613	197 986
Dont dotations et reprises:				
- d'exploitation		197 986	213 613	
- financières				
- exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

7 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	616 481		616 481
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux	22 190	22 190	
Autres créances clients			
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	9 694	9 694	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	1 250	1 250	
Etat et autres collectivités publiques:			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A.			
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés	106 805	106 805	
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	6 279	6 279	
Charges constatées d'avance	96 604	96 604	
TOTAL GENERAL	859 304	242 823	616 481
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice	130 716		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des org. de crédits:				
- à un an maximum	762	762		
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières	450	450		
Fournisseurs et comptes rattachés	151 848	151 848		
Personnel et comptes rattachés	31 821	31 821		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	169 829	169 829		
Etat et autres collectivités publiques:				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A.				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	37 865	37 865		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	24 537	24 537		
Autres dettes	516 844	516 844		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	27 998	27 998		
TOTAL GENERAL	961 954	961 954		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès associés				

7. Changement de méthode de présentation

Néant.

8. Variation du compte report à nouveau

Origine		
-Bénéfice comptable n-1		254 733.87 €
Affectation		
-Report à nouveau	254 733.87 €	

9. Entités liées

Entités avec lesquelles Institut St Joseph est lié.	Poste du bilan			
	Autres Créances	Clients	Fournisseurs	Emprunts et dettes financières divers
	Comptes d'associés à l'actif	Créances	Dettes	Comptes d'associés au passif
Association Protection des sites				
Association Le Havre Yvetot				70 313€
Association rue de Normandie				10 285 €
TOTAL				80 598€

10. Produits à recevoir	590.12 €
- Remboursements à recevoir	590.12 €
11. Clients et comptes rattachés	- 448 908.53 €
Clients : solde des comptes familles (nets des acomptes reçus)	- 22 710.54 €
Clients : acomptes reçus	- 426 197.99 €
Clients : factures à établir	0 €
12. Charges constatées d'avance	96 604.30 €
Charges d'exploitation :	96 604.30 €
13. Produits constatés d'avance	27 998.15 €
Subvention Erasmus :	27 998.15 €
14. Fournisseurs et Comptes rattachés	151 847.65 €
Fournisseurs (débit-crédit)	96 456.30 €
Fournisseurs factures non parvenues	55 391.35 €
15. Détail des dettes fiscales et sociales	206 423.18 €
a) Personnel	28 126.00 €
Charges à payer sur congés payés	28 126.00 €
b) Organismes sociaux	178 297.18 €
URSSAF	76 425.82 €
AGRR prévoyance	2 897.78 €
GARANTIE obsèques	353.46 €
VAUBAN Humanis	21 903.51 €
MUTUELLE Harmonie	571.04 €
TAXE SUR LES SALAIRES	29 788.84 €
Charges sociales à payer	31 109.73 €
Charges sociales sur congés payés	15 247.00 €
16. Information concernant les contributions volontaires en nature :	
Non soumis	

17. Informations complémentaires**Engagements hors bilan**

- a) Emprunts auprès des organismes bancaires : 0.00 €
 b) Crédit-baux : 0.00 €

c) Charges concernant les Indemnités de Départ en Retraite

L'Institution ne provisionne plus les indemnités de départ en retraite du personnel enseignant conformément à la législation.

Concernant le personnel non éducatif la provision pour indemnités de départ en retraite est constituée dans le compte provision 1565000.

- d) Legs et donation : Non soumis

- e) Cautions reçues et données : Néant

18. Compte de résultat

Nous vous rappelons que nos produits sont constitués essentiellement :

- participation des familles : 3 788 601.88 €
- subvention de l'Etat : 3 080 908.55 €
- taxe d'apprentissage : 25 339.80 €

19. Tableau d'évolution des effectifs moyens

Catégories / Années	31/08/2023	31/08/2024
Cadres	19	17
Employés	69	73
Total	88	90

INSTITUTION SAINT JOSEPH

207 rue Félix Faure
76072 LE HAVRE Cedex

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024

A l'Assemblée Générale,

En ma qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, j'ai l'honneur de vous présenter mon rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article 25-2 du décret du 1^{er} mars 1985, j'ai été avisé des conventions visées à l'article 612-5 du Code du commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice.

Il ne m'appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont j'ai été avisé, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 25-1 du décret du 1^{er} mars 1985, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai effectué mes travaux selon les diligences estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS DE L'ANNEE S'ETANT POURSUIVIES :

Loyers des locaux :

*** Entité concernée : Association « Protection des Sites »**

Administrateur concerné :

Monsieur DUBOSC

En fonction des baux établis entre « l'association de Protection des Sites » et votre association, il est mis à la disposition de votre Institution l'ensemble des bâtiments situés au 207, rue Félix Faure 76072 Le Havre Cedex, moyennant un loyer annuel de : 646 260 €.

*** Entité concernée : Association « Le Havre Yvetot Valliquerville »**

Administrateur concerné :

Monsieur DUBOSC

En fonction des baux établis entre « l'association Le Havre Yvetot Valliquerville » et votre association, il est mis à la disposition de votre Institution une partie des bâtiments situés au 207, rue Félix Faure 76072 Le Havre Cedex, moyennant un loyer annuel de : 32 214 €.

*** Entité concernée : Association « rue de Normandie »**

Administrateur concerné :

Monsieur DUBOSC

En fonction des baux établis entre « rue de Normandie » et votre association, il est mis à la disposition de votre Institution une partie des bâtiments situés au 207, rue Félix Faure 76072 Le Havre Cedex, moyennant un loyer annuel de : 2 795 €.

Telles sont les conventions qu'il vous appartient d'approuver.

Paris, le 21 novembre 2024

Le Commissaire aux Comptes

Jean Michel HELENNE

